

COMITE DE JERUSALEM

RESTRICTED
Com. Jer. / W. 21
26 May 1949
FRENCH
ORIGINAL: ENGLISH

Application du paragraphe 7 de la Résolution de

l'Assemblée générale du 11 décembre 1948

(Protection des Lieux Saints et accès de ces Lieux)

Document de travail préparé par le Secrétariat

1. Le paragraphe 7 de la résolution de l'Assemblée générale datée du 11 décembre 1948 traite des Lieux Saints de Palestine et dispose que :

"Les Lieux Saints - notamment Nazareth - et les sites et édifices religieux de Palestine devraient être protégés et leur libre accès assuré, conformément aux droits en vigueur et à l'usage historique; que les dispositions à cet effet devraient être soumises à la surveillance effective des Nations Unies; que, lorsque la Commission de conciliation des Nations Unies présentera à l'Assemblée générale, pour sa quatrième session ordinaire, des propositions détaillées concernant un régime international permanent pour le territoire de Jérusalem, elle devra formuler des recommandations au sujet des Lieux Saints se trouvant dans ces territoires; qu'en ce qui concerne les Lieux Saints situés dans les autres régions de Palestine, la Commission devra demander aux autorités politiques des régions intéressées de fournir des garanties formelles satisfaisantes en ce qui concerne la protection des Lieux Saints et l'accès de ces Lieux; et que ces engagements seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale."

2. Ce texte ne diffère que sur deux points de celui qui figure dans le projet présenté par le Royaume-Uni (A/C.1/394); le texte britannique a été primitivement soumis à la première Commission de l'Assemblée générale à sa troisième session à Paris et forme la base de l'ensemble de la résolution adoptée par l'Assemblée. En premier lieu, le texte primitif prévoyait qu'en ce qui concerne les Lieux Saints situés hors de

Jérusalem, la Commission de conciliation devra entrer en consultation avec les autorités politiques des régions intéressées afin d'obtenir des garanties formelles satisfaisantes en ce qui concerne la protection des Lieux Saints et l'accès de ces lieux. Toutefois, au cours des débats de la première Commission, on a estimé que la Commission de Conciliation devrait avoir une position plus ferme et demander effectivement aux autorités de fournir lesdites garanties; une modification correspondant a donc été apportée à la proposition présentée par la délégation du Royaume-Uni. En second lieu, au début du texte primitif, il n'était pas fait mention de Nazareth au nombre des Lieux Saints de Palestine. La proposition tendant à inclure Nazareth a été présentée par les délégations de Salvador et de la Belgique et appuyée par la délégation de la France.

3. Si on analyse le texte du paragraphe 7 de la résolution, on constate que la disposition se compose de trois parties distinctes : l'une de caractère général et les deux autres de caractère particulier. La première partie s'applique à tous les Lieux Saints (y compris Nazareth), aux sites et édifices religieux de Palestine et dispose que : a) que des mesures devraient être prises pour assurer la protection des Lieux Saints et le libre accès de ces Lieux conformément aux droits en vigueur et à l'usage historique; b) que ces dispositions devraient être soumises à la surveillance effective des Nations Unies. Dans les deuxième et troisième parties du paragraphe, le principe contenu dans la première se trouve développé. La deuxième partie concerne uniquement les Lieux Saints se trouvant dans le territoire de Jérusalem et invite la Commission de Conciliation, lorsqu'elle préparera des propositions

détaillées concernant un régime international permanent pour le territoire de Jérusalem, à y inclure des recommandations au sujet des Lieux Saints se trouvant dans ce territoire. Par contre, la troisième partie du paragraphe s'applique uniquement aux Lieux Saints situés hors du territoire de Jérusalem et invite la Commission de Conciliation:

a) à demander aux autorités politiques des régions intéressées des garanties formelles satisfaisantes en ce qui concerne la protection des Lieux Saints et l'accès de ces Lieux et b) à soumettre ces garanties à l'approbation de l'Assemblée générale.

4. Avant d'examiner la question de l'application du paragraphe 7, il semblerait utile de rappeler les propositions relatives aux Lieux Saints qui faisaient partie du Plan de partage avec Union économique, adopté par l'Assemblée générale le 29 novembre 1947. Dans ce Plan, il était envisagé qu'avant la reconnaissance de l'indépendance, le Gouvernement provisoire de chacun des Etats arabe et juif adresserait à l'Organisation des Nations Unies une déclaration qui devrait contenir, entre autres, les clauses suivantes relatives aux Lieux Saints, aux édifices et sites religieux;

"1. Il ne sera porté aucune atteinte aux droits existants concernant les Lieux Saints, édifices ou sites religieux.

2. En ce qui concerne les Lieux Saints, la liberté d'accès, de visite et de transit sera garantie, conformément aux droits existants, à tous les résidents ou citoyens de l'autre Etat et de la Ville de Jérusalem ainsi qu'aux étrangers, sans distinction de nationalité, sous réserve de considérations de sécurité nationale et du maintien de l'ordre public et de la bienséance."

3. Les Lieux Saints et les édifices ou sites religieux seront préservés. Toute action de nature à compromettre, de quelque façon que ce soit, leur caractère sacré sera interdite. Si, à quelque moment, le Gouvernement estime qu'il y a des réparations urgentes à faire à un Lieu Saint, à un édifice ou à un site religieux quelconque, il pourra inviter la ou les communautés intéressées à procéder aux réparations. Il pourra procéder lui-même à ces réparations aux frais de la ou des communautés intéressées, s'il n'est donné aucune suite à sa demande dans un délai raisonnable.

4. Aucun impôt ne sera perçu sur les Lieux Saints, édifices ou sites religieux qui aient été exemptés d'impôts lors de la création de l'Etat.

Il ne sera apporté à l'incidence des impôts aucune modification qui constituerait une discrimination entre les propriétaires ou occupants des Lieux Saints, édifices ou sites religieux, ou qui placerait ces propriétaires ou occupants dans une situation moins favorable, par rapport à l'incidence générale des impôts, qu'au moment de l'adoption des recommandations de l'Assemblée.

5. Le Gouverneur de la Ville de Jérusalem aura le droit de décider si les dispositions de la Constitution de l'Etat concernant les Lieux Saints, édifices et sites religieux se trouvant sur le territoire de l'Etat, et les droits religieux s'y rapportant sont bien et dûment appliqués et observés. Il aura également le droit de prendre, en se fondant sur les droits actuels, toutes décisions relatives aux différends qui pourraient surgir entre les diverses communautés religieuses ou les rites d'une communauté religieuse au sujet des Lieux, édifices et sites susdits. Il devra recevoir une pleine coopération et jouira des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses fonctions dans l'Etat.

Il était en outre prévu dans le Plan que le Gouverneur de la Ville de Jérusalem pourrait se faire assister d'un Conseil consultatif composé de représentants de différentes confessions siégeant à titre consultatif lorsqu'il s'agirait de décider si les dispositions relatives aux Lieux Saints sont dûment appliquées et de statuer sur les différends pouvant surgir au sujet des Lieux Saints.

5. En ce qui concerne l'application du paragraphe 7 par la Commission de Conciliation, il semble, d'après les faits

mentionnés au paragraphe 3, que les mesures que devra prendre la Commission dépendront de la situation des Lieux Saints, c'est-à-dire soit dans le territoire de Jérusalem, soit hors de ce territoire. En ce qui concerne les Lieux Saints situés dans le territoire de Jérusalem, les mesures que prendra la Commission devront viser à l'élaboration de recommandations dans le cadre de la proposition relative à un régime international pour le territoire de Jérusalem. Cette partie du paragraphe 7 se trouve donc mise à exécution du fait que la Commission a chargé le Comité de Jérusalem de rédiger un projet concernant un régime international pour le territoire de Jérusalem, projet qui doit contenir des dispositions spéciales relatives à la protection des Lieux Saints situés dans ce territoire et à l'accès de ces Lieux. Quant aux Lieux Saints se trouvant hors du territoire de Jérusalem, la Commission devra agir dans un sens différent.

6. Sur ce dernier point, la troisième partie du paragraphe 7 de la résolution stipule: "que la Commission devra demander aux autorités politiques des régions intéressées de fournir des garanties formelles satisfaisantes en ce qui concerne la protection des Lieux Saints et l'accès de ces Lieux" et que "ces engagements seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale."

7. On voit que ces dispositions ne précisent pas la forme que devront revêtir les garanties nécessaires. On pourrait également se demander à quel stade de ses travaux la Commission de Conciliation devra envisager des mesures à cet égard.

8. En ce qui concerne la forme que devraient prendre les garanties, on pourrait peut-être présumer que l'Assemblée générale estimait que les mesures à prendre devraient consister en un appel aux parties intéressées et qu'elles devraient tendre à la rédaction de quelques

déclarations analogues à celles qui doivent être émises par les Etats juif et arabe conformément aux dispositions du plan de partage (voir ci-dessus paragraphe 4). Il est probable que ces déclarations seraient alors exigées même si une partie avait déjà inséré dans sa constitution des dispositions relatives à la protection des Lieux Saints, comme l'a déjà fait Israël dont le projet de constitution reproduit partiellement, à l'Article 15 (2) et (3), les dispositions du plan de partage qui ont trait aux Lieux Saints. D'autre part, les déclarations en question devraient être soumises à l'approbation de l'Assemblée générale.

9. Si l'appel aux parties intéressées doit avoir lieu simultanément, il s'ensuit que pour le moment la Commission de Conciliation ne peut ni ne doit prendre aucune initiative, étant donné que l'appel aux "autorités politiques" des autres régions de Palestine devrait nécessairement attendre le règlement de la question territoriale en Palestine. Cependant, même si cet appel aux parties intéressées ne devait pas être fait simultanément, il serait encore peut-être préférable de remettre toute action à l'égard d'Israël au moins jusqu'au moment où le Comité de Jérusalem aura reçu des réponses aux questions préliminaires concernant les Lieux Saints situés hors du territoire de Jérusalem, questions qui figurent dans le document Com. Jer./7 du 3 mai 1949.
